

Il n'y aura pas de souveraineté alimentaire sans l'unité de tous



La Havane, 18 avr (RHC) Afin d'analyser comment garantir un plus grand contrôle et une plus grande efficacité dans la production alimentaire, la réunion de travail de la Commission agroalimentaire du Parlement s'est tenue sur l'application de la loi 148/2022 sur la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et l'accord qui établit la plus haute surveillance du ministère de l'Agriculture (Minag).

Au Capitole national, Esteban Lazo Hernández, membre du Bureau politique et président de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (ANPP), a souligné l'importance d'avoir une connaissance détaillée de la terre et de sa situation afin de garantir la souveraineté alimentaire, et a reconnu l'opportunité de l'exercice de contrôle, d'utilisation et de légalité de la terre que le Minag réalise cette année.

Il a souligné l'importance de travailler ensemble pour surmonter les défis et atteindre les objectifs proposés en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que l'effort pour atteindre une réelle opportunité de développement dans le secteur agricole.

Dans un contexte d'inégalité des revenus, Lazo Hernández a souligné qu'il est essentiel d'analyser et de comprendre les causes sous-jacentes de ce problème, afin de rechercher des solutions efficaces pour

soutenir les agriculteurs et assurer la durabilité de la production agricole.

Alexis Rodríguez Pérez, directeur général de l'économie et du développement agricole au ministère de l'agriculture et de l'élevage, a souligné que le principal moyen d'inverser les difficultés réside dans la conception d'un système de financement capable de réutiliser une grande partie des ressources utilisées dans l'agriculture pour la reconstituer.

Le système proposé, a-t-il dit, a le potentiel de fournir un retour de 70 % de ce qui a été investi dans le miel, ainsi que d'alléger la lourde facture pour l'île des importations de riz et de haricots, entre autres avantages.

M. Rodríguez Pérez a fait état des négociations, toujours en cours, en vue d'établir quatre contrats de collaboration internationale sur le riz, avec des pays tels que la Chine, l'Iran et le Viêt Nam, ainsi que d'autres contrats liés au programme sur les agrumes.

"Nous avons une mauvaise réputation, ce que nous produisons n'est pas suffisant pour respecter les engagements pris", a-t-il déclaré, estimant qu'il s'agit là d'une des raisons de la méfiance et du retrait des investisseurs étrangers.

À l'issue du débat, le président de l'ANPP a déclaré qu'il partagerait ses projets avec la population afin de l'impliquer dans la résolution de ses propres problèmes, de mobiliser davantage de personnes dans les campagnes, de récupérer les terres gaspillées par l'industrie sucrière et d'ensemencer en goyave naine les zones abandonnées à la culture du marabout.

Il a également insisté sur la nécessité de diriger avec la conscience et l'urgence d'être dans une économie de guerre. Malgré les énormes défis actuels, il a assuré que "sans vous, nous ne gagnerons pas la guerre, mais nous allons la gagner". (Source : Granma)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/352491-il-ny-aura-pas-de-souverainete-alimentaire-sans-lunite-de-tous>



Radio Habana Cuba